



Consortium
en développement social
de la Mauricie

Centré sur
l'humain

BILAN 2014-2015

Présenté par Laura-kim Dumesnil

Juillet 2015



TABLE DES MATIÈRES

Table des matières

Introduction	2
Plan d'action 2014-2017	3
Le Consortium et ses partenaires en action.....	4
Orientation 1 : Renforcer la capacité d'action des milieux territorial et régional	4
1.1 Dans les territoires	4
1.2 Concertation régionale.....	9
1.3 Liaison avec les secteurs reliés au développement social	10
1.4 Représentation et liaison avec le national.....	10
1.5 Spécificité du développement social.....	11
1.6 Circulation d'information	11
Orientation 2 : Soutenir le développement de pratiques à succès en développement social et des pratiques reconnues en travail intersectoriel	12
2.3 Développement des communautés	12
2.4 Transfert de connaissances	13
Orientation 3 : Soutenir la réalisation d'actions concertées en développement social répondant aux besoins au niveau local et régional.....	14
3.1 Sécurité alimentaire.....	14
3.2 Habitation.....	15
Orientation 4 : Favoriser l'inclusion des personnes éloignées du marché du travail	16
Bilan détaillé 2014-2015.....	17
États financiers 2014-2015.....	25
Conclusion.....	26
Annexe 1	27
Annexe 2	28
Annexe 3	30
Annexe 4	31

Introduction

Ce bilan présente l'état d'avancement des travaux du Consortium en développement social de la Mauricie pour la période s'étalant du 1^{er} avril 2014 au 31 mars 2015. Les actions réalisées dans cette période s'inscrivent, dans un premier temps, dans un contexte de renouveau motivé par le renouvellement de l'entente et l'adoption du plan d'action concerté 2014-2017. Une conférence de presse réalisée en mai 2014 a officialisé la nouvelle entente administrative qui est accompagnée d'un plan d'action concerté 2014-2017 devant orienter les travaux du Consortium pour les trois prochaines années. Le Consortium s'est même doté d'une nouvelle image corporative et d'une signature « *Centré sur l'humain* » pour accompagner cette nouvelle entente et la refonte du site Internet qui sera réalisée dans la prochaine année.

Néanmoins, le contexte d'incertitude relié à la réorganisation et l'abolition de certains partenaires de l'entente aura, dans un deuxième temps, eu des effets sur les actions de l'année compromettant même la continuité du Consortium. De ce fait, plusieurs actions des derniers mois ont été réalisées dans l'optique de maintenir les acquis des 15 dernières années au niveau de l'organisation du développement social régional et territorial. Les partenaires de l'entente ont communément décidé de poursuivre l'entente en cours pour l'année 2015-2016 et les ressources humaines du Consortium sont maintenant logées à Centraide. Malgré le contexte, les travaux dans les comités territoriaux se sont maintenus de même qu'au niveau des comités régionaux en sécurité alimentaire, en habitation et en développement des communautés. Les partenaires ont beaucoup réfléchi aux alternatives et continueront de le faire pour envisager la poursuite des actions concertées en développement social à l'échelle régionale et territoriale.

Le bilan de l'année 2014-2015 détaillera plus amplement les activités du Consortium au cours de cette première année d'entente. Les sections du document correspondent aux quatre orientations du plan d'action 2014-2017. Un bilan détaillé suivra la présentation des quatre orientations et les états financiers 2014-2015 compléteront le document avant la section des annexes.

Bonne lecture!

Plan d'action 2014-2017

Le plan d'action concerté 2014-2017 a été adopté par le comité de gestion le 29 septembre 2014. Ce plan d'action est le fruit d'un travail concerté entre les partenaires du Consortium tant au niveau régional que territorial. En effet, les partenaires du comité de coordination ont contribué à définir les grandes orientations et objectifs du plan d'action alimenté par les réflexions et besoins des territoires en matière de développement social.

Le plan d'action 2014-2017 compte quatre grandes orientations qui se déclinent en objectifs qui guident les actions du Consortium (voir annexe 1):

1. Renforcer la capacité d'action concertée des milieux territorial et régional;
2. Soutenir le développement des pratiques à succès en développement social et des pratiques reconnues en travail intersectoriel;
3. Soutenir la réalisation d'actions concertées en développement social répondant aux besoins au niveau local et régional;
4. Favoriser l'inclusion sociale de la clientèle éloignée du marché du travail.

La section suivante détaillera pour chacune des orientations les actions réalisées du 1^{er} avril 2014 au 31 mars 2015.

Le Consortium et ses partenaires en action

Orientation 1 : Renforcer la capacité d'action des milieux territorial et régional

OBJECTIFS

- 1.1 Soutenir la concertation au sein des comités territoriaux de développement social.
- 1.2 Maintenir et développer la concertation régionale au sein du comité de coordination et au sein du comité de gestion.
- 1.3 Assurer la liaison et les échanges avec les secteurs reliés au développement social.
- 1.4 Assurer une représentation au niveau national et favoriser la liaison entre le national et les territoires de la région.
- 1.5 Faire reconnaître la spécificité du développement social pour une vision intégrée du développement régional.

1.1 Dans les territoires

Le Consortium a poursuivi sa participation aux différents comités territoriaux qui se sont rencontrés en 2014-2015. De façon générale, les actions des comités territoriaux ont été moins centrées sur l'organisation et la gestion du fonds québécois d'initiative sociale (FQIS) étant donnée l'attribution des sommes pour chacun des territoires. N'ayant pas la responsabilité de la reddition de compte qui s'est fait au niveau de la CRÉ, les comités territoriaux ont été moins mobilisés autour du FQIS cette année. Ce faisant, plusieurs comités se sont concentrés sur la révision de leur plan d'action dans une conjoncture de mouvance à entrevoir au niveau des partenaires dû aux nombreux changements organisationnels qui ont été annoncés au cours de l'année notamment dans le réseau de la santé et de l'éducation. Dans ce contexte, l'heure est au repositionnement pour mieux assurer le mandat des comités territoriaux de développement social.

MASKINONGÉ

Le comité local de développement social de Maskinongé (CLDS) a repris ses activités en 2014-2015 avec l'arrivée en poste d'une nouvelle coordinatrice de la CDC. Trois rencontres ont eu lieu au cours de l'année soit le 28 avril et 18 septembre 2014 de même que le 17 février 2015. La première rencontre a porté essentiellement sur le FQIS, le suivi des projets en cours et la présentation d'un nouveau projet. Après cette rencontre du 28 avril 2015, toutes les sommes du FQIS pour la MRC de Maskinongé étaient attribuées à des projets qui ont été suivis par le CLDS au cours de l'année.

Les deux rencontres subséquentes ont porté principalement sur le suivi du plan d'action en développement social qui ne suscite pas l'entière adhésion des membres du CLDS. Ces derniers ont donc entrepris une réflexion pour déterminer les grands objectifs visés par le développement social qui pouvaient être contenus dans le plan d'action. Des travaux en sous-comité ont eu lieu pour préciser ces orientations et objectifs et lors de la rencontre de février, les membres du CLDS ont tenté d'identifier des actions pour chacun des objectifs identifiés. Le travail se poursuivra au cours de 2015-2016 avec en poste une nouvelle coordonnatrice à la CDC; la CDC a par ailleurs obtenu pour une autre année le soutien de la MRC pour faire le suivi du plan d'action.

MÉKINAC

Le comité territorial de développement social de Mékinac (CTDSM) s'est rencontré à trois reprises au cours de l'année en plus de l'Assemblée générale annuelle qui a eu lieu le 26 mai 2014. Les membres du conseil d'administration (CA) ont participé à six rencontres du CA et certains d'entre eux ont participé à plusieurs activités de représentation dans la MRC notamment aux rencontres de la communauté entrepreneuriale et à celles du réseau local de services (RLS) du CSSS Vallée-de-la-Batiscan. Les membres du CA ont travaillé à recruter des participants en provenance des municipalités de la MRC de même qu'au niveau des organismes communautaires dont la participation est moins grande pour certains d'entre eux.

En plus du suivi des projets FQIS, le CTDSM a conclu une démarche entreprise l'année dernière pour consulter les membres du comité pour évaluer leur satisfaction quant aux travaux réalisés. Les membres du comité ont par ailleurs décidé de s'engager dans une ou plusieurs démarches d'appréciation du potentiel de développement des communautés. Une présentation de la démarche a été réalisée en mars 2015 et les municipalités suivantes ont manifesté de l'intérêt à participer à la démarche : Sainte-Thècle, St-Séverin-de-Proulxville et Saint-Tite. Un comité de travail, dont fait partie le Consortium, s'est mis en place pour accompagner la démarche à Sainte-Thècle.

Finalement, au niveau des actions marquantes de l'année 2014-2015, le CTDSM a pris parti de sensibiliser ses membres et la population aux impacts des mesures d'austérité notamment pour la MRC. Les membres ont été invités à prendre part à une consultation en ligne du Gouvernement du Québec sur les coupures dans les programmes et services publics. Le CTDSM a également écrit un article « L'élan coupé en milieu rural » pour exprimer les inquiétudes des membres du comité face aux impacts attendus suite aux coupes budgétaires. L'article a été envoyé aux journaux de même qu'au conseil des maires de la MRC de Mékinac et aux conseils municipaux des dix municipalités, aux ministres provinciaux et aux députés du territoire.

DES CHENAUUX

Le comité de développement social des Chenaux a débuté l'année avec un nouveau conseil exécutif dirigé par une nouvelle présidente, Louise Baillargeon du CAB de la Moraine. La CDC a par ailleurs obtenu pour 2014-2015 un financement du Pacte rural pour maintenir une ressource à raison de 14h semaine en soutien aux travaux du comité de développement social des Chenaux. Le comité de développement social s'est rencontré à trois reprises en plus des rencontres du comité exécutif et des sous-comités.

Pour cette année, l'implication du comité à l'égard des projets FQIS a été plutôt de l'ordre du suivi comme les fonds destinés à la MRC ont été attribués à des projets dont les actions sont en cours ou déjà réalisées. Le comité de développement social s'est plutôt consacré cette année à l'élaboration d'une planification sur trois ans qui souhaite s'arrimer aux autres planifications et plans d'action touchant le développement de la MRC des Chenaux. Le processus menant à la planification stratégique a compris diverses étapes, dont un sondage envoyé aux membres concernant la forme des rencontres. Une consultation a également été réalisée par courriel auprès des membres pour évaluer les impacts des mesures d'austérité sur leur travail et par ricochet sur le comité de développement social. Un exercice a été par la suite animé en reprenant les résultats de cette consultation. Un suivi a également été fait auprès des sous-comités pour voir leur propre plan d'action et les arrimer avec la planification du comité de développement social. Un premier projet de plan d'action pour 2014-2017 a été proposé aux membres du comité de développement social lors de la rencontre de février 2014.

Les sous-comités de travail ont maintenu leurs activités cette année dont voici les grandes lignes :

Comité services de proximité — Le comité poursuit ses actions en lien avec une campagne d'achat local. Pour Noël et la St-Valentin, des encarts ont été mis dans le Bulletin des Chenaux. Une rencontre avec un graphiste de la MRC a eu lieu pour débiter un remue-méninge sur une campagne plus élaborée d'achat local et des rencontres du sous-comité se poursuivent pour présenter la campagne à la MRC en mai 2015.

Comité maintien à domicile — Les partenaires ont ajouté deux principales actions au plan d'action : le projet pilote de l'APeVAH pour l'entretien extérieur des maisons d'aînés et la mise à jour annuelle du répertoire des services en maintien à domicile. Les partenaires ont été informés des caractéristiques des différents types d'habitation de la MRC des Chenaux. Des discussions ont également eu lieu sur les modifications qu'apportera le projet de Loi 10 et l'importance de la collaboration entre organismes et CSSS.

Comité persévérance scolaire — Les membres ont travaillé sur un tableau démontrant les actions menées sur le territoire en lien avec la persévérance scolaire. Pour ce qui est du plan d'action du sous-comité, trop d'incertitude plane sur l'avenir des organisations présentes; le plan d'action sera revu en 2015-2016 quand les changements organisationnels auront eu lieu.

Sécurité alimentaire — Appelés à se concerter pour la mise en œuvre d'un projet FQIS en sécurité alimentaire, les membres du sous-comité ont pris la décision d'évaluer les possibilités de poursuivre le projet FQIS au-delà du mois de septembre 2015, en modifiant certaines pratiques. Le comité travaille à la pérennité du projet et évalue les options qui s'offrent à eux.

SHAWINIGAN

Le comité territorial de développement social de Shawinigan a connu une année de repositionnement pour mener à terme le plan d'action 2012-2016 dans un contexte de grande mouvance. Tout d'abord, la gestion du FQIS s'est terminée avec un dernier projet « Les jardins populaires de quartier » adopté au CA de la CRÉ le 10 avril 2014. Tous les fonds pour le territoire sont maintenant attribués et le comité, bien que demeurant en suivi des projets, n'assure pas la reddition de compte, qui se fait au niveau de la CRÉ. La fin de la gestion des demandes de projets FQIS a permis au comité de se consacrer au bilan et à la révision du plan d'action 2012-2016. Au cours des rencontres de l'année 2014-2015, des moments de questionnements et d'appréciation des éléments essentiels du développement social ont été réservés avec les partenaires pour :

- réfléchir à la portée du développement social dans son ensemble sur le territoire;
- s'entendre sur un vocabulaire et des concepts communs particulièrement reliés à la participation citoyenne;
- revoir les valeurs et les principes du développement social sur le territoire;
- évaluer le positionnement et l'engagement des partenaires.

Malgré l'incertitude au niveau de leur organisation, les partenaires ont réitéré leur engagement personnel dans le comité de développement social. Tout en demeurant informés de l'évolution des changements organisationnels, les partenaires se sont entendus pour travailler les éléments suivants en 2015 :

- Promotion de la participation citoyenne locale : une soirée reconnaissance des citoyens du quartier St-Marc / Christ-Roi ayant pris part aux projets découlant de « Ma communauté, clé en main » aura lieu en mai 2015.
- Révision des cibles de travail du plan d'action 2012-2016 selon les valeurs et les principes du développement social. Une rencontre de travail aura lieu en avril 2015 pour revoir le plan d'action et une priorisation des actions à faire pour

l'année 2015-2016 sera réalisée, notamment en lien avec les projections d'actions découlant d'une démarche locale des partenaires en développement de communauté par le Conseil stratégique des partenaires COMPLICE

- Appropriation et diffusion des avancées en développement social par l'organisation d'un événement prévu à l'automne 2015; cet événement sera aussi l'occasion de conclure les engagements des projets FQIS et se soutenir leur pérennité éventuelle
- Liaison avec les organisations intersectorielles ayant des visées complémentaires ou convergentes sur le territoire telles que la révision du Schéma d'aménagement de Shawinigan, les politiques familles et MADA de la ville, les plans d'action du COMPLICE et autres.

HAUT ST-MAURICE

Deux rencontres du comité de développement social ont été réalisées en mai et en septembre 2014 où une faible participation des membres a été observée. Des préoccupations sont présentes à plusieurs niveaux pour le comité qui a connu une période intense avec la gestion du FQIS qui a effrité les relations entre certains partenaires. Le comité doit donc d'abord se positionner en termes de mandat, d'objectifs et de composition avant de reprendre ses activités. Par ailleurs, une nouvelle organisatrice communautaire au CSSS du Haut St-Maurice a maintenant la responsabilité du comité local de développement social. Cette dernière est arrivée en poste à l'automne 2014 ce qui explique en partie le temps requis pour remettre le comité territorial de développement social en marche.

Plusieurs actions de développement social ont néanmoins eu lieu sur le territoire chapeautées par des sous-comités du comité de développement social :

Sécurité alimentaire – Le comité en sécurité alimentaire demeure actif sur le territoire tout d'abord pour maintenir les services de distribution alimentaire pendant la période estivale; les services sont alors repris par le Centre d'amitié autochtone en collaboration avec la ressource du projet FQIS Aliment'action. La 2^e édition des rencontres locales des organismes en sécurité alimentaire a eu lieu le 13 mai 2014 qui se voulait une rencontre de ressourcement sous le thème « Nourrissons-nous ! ». L'importance de poursuivre la démarche de concertation en sécurité alimentaire est ressortie de la rencontre de même que l'importance de travailler sur l'autonomie alimentaire, le transfert de compétences (connaître et utiliser les outils) et la réduction des préjugés.

Transport – Suite à l'arrêt des services d'Orléans Express sur le territoire, un comité de travail s'est mis en place pour trouver une alternative au transport collectif. Une desserte est finalement prise en charge par la Corporation de transport collectif du Haut St-Maurice pour assurer la liaison Trois-Rivières-La Tuque en faisant quelques arrêts à Shawinigan.

Habitation – Le projet régional « Ensemble et bien logé ! » a trouvé écho sur le territoire où un comité s'est mis en place pour réfléchir à des mécanismes de collaboration et de communication entre les intervenants du milieu pour solutionner les problèmes d'insalubrité du territoire.

D'autres projets intéressants en développement social ont eu lieu sur le territoire au cours de l'année 2014-2015. Mentionnons, la Coop ETC., présentée lors du Lac-à-l'épaule du Consortium, qui a le vent dans les voiles avec une augmentation des ventes notamment au niveau du Vide Grenier qui vend des meubles de seconde main. La Clinique Acokan a également vu le jour cette année où une infirmière du CSSS du Haut St-Maurice sera prêtée au Centre d'amitié autochtone et pourra faire le pont avec d'autres services de santé.

QUARTIERS VIE

Le comité de développement social du secteur Est de Trois-Rivières (Cap-de-la-Madeleine) a été très actif encore cette année où les partenaires sont mobilisés autour d'actions concrètes qui visent à améliorer la qualité de vie du quartier. Les membres du comité se sont réunis à cinq reprises au cours de l'année en plus des rencontres de sous-comité ce qui a mené à la réalisation de trois actions majeures : la revitalisation du parc du Moulin, l'Opération propreté et la fête d'Halloween.

Revitalisation du parc du Moulin – Résultat d'une démarche d'appréciation du potentiel de développement des communautés réalisée dans le quartier, les citoyens se sont mobilisés autour d'un problème de vandalisme identifié dans le parc du Moulin. Les partenaires du quartier et les citoyens se sont rencontrés à plusieurs reprises pour envisager des pistes de solution. Un projet de médiation culturelle avec une programmation d'activités estivales dans le parc sera réalisé cet été.

Opération propreté - Le comité a organisé pour une 2^e année son opération propreté le 13 mai 2014. Ce fut un succès, une soixantaine de personnes et plusieurs organismes y ont participé: organismes communautaires du quartier, CPE, école primaire, la conseillère municipale du quartier ainsi que quelques commerçants du boulevard Ste-Madeleine. Sous le thème "Mon quartier, ma fierté", l'activité s'est terminée par une belle petite fête avec goûter et tirages.

Fête d'Halloween – Cette fête d'Halloween a été organisée par les citoyens et organismes sur le boulevard Ste-Madeleine au Cap-de-la-Madeleine. Pour cette 2^e édition, il y a eu plus de commerçants (une dizaine) et plus de 500 participants du secteur. Cet événement mobilisant commence à créer des liens dans le quartier notamment entre les commerçants alors que les liens entre les organismes communautaires sont renforcés.

TROIS RIVIÈRES

Divers changements sont survenus au sein du comité de développement social de la ville de Trois-Rivières notamment dû aux nouveaux membres et au nouveau président et conseillers municipaux qui y siègent (Jean-François Aubin, président et Marie-Claude Camirand, conseillère). Le nouveau comité souhaite se rencontrer une fois par mois, sauf juillet et août, et afin de mieux connaître le milieu, reçoit différents organismes qui viennent se présenter et expliquer leurs champs d'intervention. Le comité devient un lieu d'échange plus large.

Au sujet du fonds de développement social, les membres du comité ont consulté les organismes qu'ils représentent afin d'établir ce qui devrait être priorisé en 2015 et le résultat est « *L'isolement et la détresse sociale sous plusieurs formes* ». Le formulaire de dépôt de projet a été simplifié et la grille d'analyse bonifiée et présentée. Quatorze projets ont été déposés au fonds de développement social et six projets ont été retenus.

Le comité est également à revoir la politique de développement social en tenant compte de l'ensemble des différentes politiques. Suite à la réalisation d'un bilan de l'actuel plan d'action en développement social, un travail de consultation a eu lieu pour établir le nouveau plan d'action. En étroite collaboration avec des représentants du milieu, le suivi du plan d'action famille et intégration 2014 a été réalisé et le plan d'action 2015 est en validation auprès des différents services municipaux et paramunicipaux.

Au niveau des projets FQIS, les partenaires tentent de trouver des solutions pour poursuivre les projets après la fin du financement en septembre 2015; une belle solidarité est au rendez-vous.

1.2 Concertation régionale

COMITÉ DE GESTION

La concertation au régional s'est poursuivie au sein du comité de gestion de l'entente et du comité de coordination. Au niveau du comité de gestion, les partenaires se sont rencontrés à quatre reprises au cours de 2014-2015 (4 avril, 6 juin, 29 septembre 2014 et 23 janvier 2015). Les rencontres de 2014 ont permis de présenter le bilan de l'année de même que le bilan de la dernière entente. Par ailleurs, en plus de finaliser le renouvellement de l'entente en développement social, les rencontres ont permis d'élaborer et d'adopter le plan d'action concerté 2014-2017 qui accompagne l'entente.

Les décisions politiques survenues en automne 2014 ont par contre modifié la réalisation du plan d'action tel que prévu initialement. Suite à l'onde de choc résultant de l'annonce des changements dans le réseau de la santé et de l'abolition des CRÉ, un déjeuner-rencontre a eu lieu le 18 décembre 2014 regroupant les membres du comité de coordination et du comité de gestion du Consortium. Cette rencontre avait pour objectifs de partager les informations des différents partenaires et d'envisager des solutions. Les membres du comité de gestion se sont réunis par la suite en janvier 2015 pour établir une stratégie pour poursuivre l'entente en développement social pour une année soit 2015-2016, l'année 2016-2017 ne pouvant être honorée étant donné l'abolition de la CRÉ. Il fut décidé par les partenaires que la CRÉ demeurerait le fiduciaire de l'entente alors que Centraide accepta d'héberger les ressources humaines du Consortium. Une année de transition sera donc possible pour évaluer comment pourraient se poursuivre les acquis des 15 dernières années en développement social régional.

COMITÉ DE COORDINATION

Les rencontres du comité de coordination au cours de l'année 2014-2015 ont débuté dans un esprit de nouveau départ avec le renouvellement de l'entente et le nouveau plan d'action pour se poursuivre dans un esprit d'incertitude et de grands questionnements. En effet, les actions du comité de coordination ont également été marquées par la grande mouvance et les changements organisationnels observés ou envisagés pour de nombreux partenaires. Dans ce contexte, quatre rencontres ont eu lieu au cours de l'année, dont un déjeuner-rencontre avec les membres du comité de gestion.

Mai 2014 (Maison coude à coude, Shawinigan) – Cette première rencontre fut l'occasion d'annoncer officiellement le renouvellement de l'entente en développement social lors d'une conférence de presse où les membres du comité de gestion étaient également présents. En plus du tour de table des partenaires, une présentation de la nouvelle politique nationale de ruralité a été faite au cours de la rencontre de même que le suivi du plan d'action et une visite de la Maison Coude-à-coude où avait lieu la rencontre.

Octobre 2014 (Lac-à-l'épaule, La Tuque) - La rencontre d'octobre fut organisée sous une formule Lac-à-l'épaule qui avait pour objectif la présentation et l'appropriation du plan d'action concerté 2014-2017. Cette rencontre fut également un moment important pour les membres du comité de coordination de s'interroger sur les actions à entreprendre dans le contexte politique et économique du moment où plusieurs réorganisations organisationnelles étaient entrevues.

Décembre 2014 (Déjeuner-rencontre, Trois-Rivières) – Cette rencontre a été marquée principalement par les échanges réalisés avec les membres du comité de gestion du Consortium sur les éléments de la conjoncture et les pistes de solutions à

mettre de l'avant pour sauver les acquis en développement social. Les partenaires du comité de coordination ont poursuivi la rencontre pour faire le suivi du plan d'action et partager les nouvelles de chacun.

Février 2015 (Emploi-Québec, Trois-Rivières) – Cette rencontre constitua un nouveau moment d'échange d'information entre les partenaires du Consortium. Des informations ont également été partagées par rapport aux démarches entreprises au niveau national pour assurer la continuité des démarches régionales en développement social. Les partenaires du Consortium ont réfléchi aux impacts d'un soutien de la part de la Fondation Chagnon. Un exercice a également été tenté pour prioriser les éléments du plan d'action 2014-2017 compte tenu de la situation.

1.3 Liaison avec les secteurs reliés au développement social

Pour cette première année du plan d'action, aucune action spécifique n'a été entreprise à ce sujet. La conjoncture a entraîné un repliement sur soi de la part des organisations plutôt qu'une ouverture aux autres secteurs. Néanmoins, pour l'année à venir, des rencontres de liaison thématique sur la nouvelle gouvernance régionale et territoriale pourraient s'avérer un bon moyen de reconstruire avec les partenaires toujours présents. Comment dans le nouveau paysage régional, avec le changement des rôles et responsabilités des acteurs en place, pouvons-nous nous assurer du développement social des communautés qui passe notamment par le soutien aux aînés, la lutte à la pauvreté et l'exclusion, la réussite éducative et le développement des saines habitudes de vie? Ces questionnements pourraient faire l'objet de rencontres avec les acteurs des secteurs concernés.

1.4 Représentation et liaison avec le national

Au niveau national, le Consortium maintient ces liens avec le Réseau québécois de développement social (RQDS) et a participé à l'activité printanière qui a eu lieu à St-Jean-de-Matha (Lanaudière) et à la rencontre automnale qui a eu lieu à Valleyfield (Vallée-du-Haut-St-Laurent). Deux rencontres téléphoniques ont également eu lieu le 17 décembre (AGA spéciale) et le 9 mars 2015 pour garder un contact entre les membres du RQDS dans la tourmente des changements organisationnels de l'automne 2014.

Le Consortium est par ailleurs impliqué sur le conseil d'administration du RQDS depuis octobre 2015. Le CA du RQDS a réalisé cinq rencontres par visioconférence au cours de l'année pour faire face aux annonces des décisions politiques des derniers mois. Beaucoup de changements sont à prévoir au niveau du membership du RQDS relativement à l'abolition des CRÉ puisque beaucoup de démarches régionales relevaient directement des CRÉ. Dans ce contexte de restructuration, le développement social semble par ailleurs évacué de la vision du développement des régions et des territoires ce qui s'avère d'autant plus préoccupant. Le RQDS a donc mis à profit son rôle d'interlocuteur privilégié du gouvernement en matière de développement social pour sensibiliser certaines instances et membres de l'appareil gouvernemental à l'importance des démarches régionales de développement social actuellement en « péril » à travers le Québec. Un mémoire a été déposé dans le cadre de la commission sur le projet de loi 28 de même que le RQDS a rédigé un avis pour alimenter le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) sur l'importance du développement social au Québec ainsi que sur sa place et sa reconnaissance dans la société et l'État québécois. Le RQDS est également en contact avec plusieurs partenaires de réseaux nationaux (ex. : RQRI, TNCDC, etc.) où sont partagés les impacts des récents changements et les stratégies pour y faire face.

1.5 Spécificité du développement social

Conformément au plan d'action 2014-2017, les partenaires du Consortium ont travaillé à faire reconnaître la spécificité du développement social lors des consultations pour le plan quinquennal de la CRÉ Mauricie qui ont eu lieu les 2 et 3 octobre 2014. La conseillère en développement social du Consortium était sur place de même que de nombreux membres du comité de coordination qui ont su insister sur l'importance de considérer le développement social dans une vision intégrée du développement de la région.

La mouvance survenue à partir de l'automne 2014 a obligé en quelque sorte les partenaires du Consortium à réfléchir à la spécificité du développement social en Mauricie. Plus spécifiquement, les réflexions ont porté sur la façon de maintenir les acquis des quinze dernières années en développement social alors que certains partenaires disparaissent fragilisant ainsi l'entente en développement social. Ces réflexions ont été appuyées par ailleurs par les travaux du RQDS qui visaient notamment à positionner et à faire reconnaître le développement social par les instances décisionnelles gouvernementales. Plusieurs rencontres ont eu lieu soulevant ces questionnements et des moyens ont été déployés pour poursuivre l'entente en cours pour l'année 2015-2016. Il est à prévoir que les réflexions se poursuivront au cours de l'année à venir pour évaluer les suites à donner à la concertation régionale en développement social.

1.6 Circulation d'information

En plus de la diffusion d'information via les moyens de communication du Consortium, un bilan annuel 2013-2014 et des faits saillants ont été produits et diffusés via l'Infolettre. Les faits saillants sont par ailleurs disponibles sur le site web du Consortium et permettent de constater le travail réalisé dans les territoires de même qu'au régional pour l'année 2013-2014 : <http://www.consortium-mauricie.org/Default.aspx?idPage=35>

Pour cette première orientation du plan d'action 2014-2017 qui visait à renforcer la capacité d'action concertée des milieux territoriaux et du régional, des actions ont été réalisées pour la majorité des objectifs visés malgré l'incertitude et la mouvance observée chez de nombreux partenaires. Les répercussions des changements organisationnels ont d'abord été ressenties plus concrètement au niveau régional où certains partenaires ont été touchés directement. Au niveau des comités territoriaux, les répercussions commencent à se faire sentir avec le départ de certains partenaires; comment maintenir la mobilisation des acteurs dans le contexte? L'année 2015-2016 sera charnière à ce sujet autant pour la concertation régionale que territoriale.

Orientation 2 : Soutenir le développement de pratiques à succès en développement social et des pratiques reconnues en travail intersectoriel.

OBJECTIFS

- 2.1 Permettre aux acteurs territoriaux et régionaux de témoigner de leurs actions et de leurs impacts au moyen d'évaluation adaptée au développement social.
- 2.2 Documenter et transférer les connaissances en matière de travail intersectoriel et d'hypersollicitation
- 2.3 Soutenir les travaux liés aux démarches de développement des communautés (diffusion de données et rencontres d'appréciation).
- 2.4 Assurer le transfert de connaissances et le partage des actions inspirantes et projets porteurs (aux niveaux local, régional et national).

Pour cette première année du plan d'action, les objectifs portant sur l'évaluation adaptée et sur le travail intersectoriel n'ont pas été abordés concrètement.

Au niveau de l'évaluation adaptée, une révision de l'objectif sera à faire pour l'année à venir spécialement pour voir si le besoin d'outils d'évaluation est toujours une préoccupation des acteurs du milieu. De plus, les travaux du RQDS sur un projet d'évaluation avec Communagir ont été mis sur la glace compte tenu du contexte des derniers mois. Comme le Consortium voulait arrimer ses travaux avec ceux du RQDS, il faudra attendre de voir si le projet de recherche se réalisera au niveau national et ce qu'il sera possible d'en dégager.

Au niveau du travail intersectoriel, il va s'en dire que les changements organisationnels des derniers mois obligent à revoir l'orientation de cet objectif qui se voulait une façon de travailler sur l'hypersollicitation. En effet, il faudra voir les impacts des changements sur les concertations en cours, mais une impression se dégage que les acteurs des différents secteurs auront de moins en moins les moyens de se concerter; une sorte de repli sur la mission première de chacun est à craindre faute de moyens et de ressources humaines disponibles pour la concertation. Cet objectif devra donc évoluer en fonction de la nouvelle conjoncture et pourra être mis en perspective avec l'objectif 1.5 sur la spécificité du développement social.

2.3 Développement des communautés

Des travaux se sont poursuivis pour assurer un mécanisme de suivi et de soutien auprès des intervenants qui réalisent des démarches en lien avec les outils d'appréciation du potentiel de développement des communautés. Le Consortium est effectivement, pour la région, l'organisme de référence pour favoriser la réalisation de telles démarches dans les communautés intéressées. La conseillère en communication a par conséquent été impliquée dans le comité de partenaires responsable de la démarche de mobilisation de la communauté St-Paul, dans le secteur Grand-Mère à Shawinigan, entre la fin du mois de février et le début du mois de septembre. Des sous-comités sont maintenant en place pour aller de l'avant vers certaines initiatives pour apporter des solutions aux défis soulevés.

De plus, une présentation de la démarche et des outils a été faite au Comité territorial de développement social de Mékinac (CTDSM) pour informer les membres qui souhaiteraient déployer la démarche dans leur communauté. Suite à la présentation, trois communautés ont démontré de l'intérêt soit celles de Sainte-Thècle, St-Séverin-de-Proulxville et Saint-Tite. Ces communautés comptent sur le Consortium pour les accompagner dans leur démarche et l'utilisation de l'outil d'appréciation du potentiel. Déjà un premier comité de travail s'est formé à Sainte-Thècle et s'est réuni le 26 mars 2015. Les rencontres d'appréciation sont prévues en mai 2015 et en septembre 2015. Le Consortium apportera également son soutien aux autres communautés si celles-ci désirent entreprendre la démarche en 2015-2016.

Une démarche d'appréciation sera également réalisée dans le quartier St-Philippe à Trois-Rivières au mois de mai 2015. Une première rencontre a eu lieu le 31 mars 2015 avec les partenaires du quartier pour organiser la démarche et le Consortium apportera un soutien technique.

Le Consortium a finalement entrepris un projet pour revoir les outils utilisés pour animer la démarche d'appréciation du potentiel de développement des communautés. Le guide et les documents de « Ma communauté, clé en main » seront revus et mis à jour et seront accessibles sur le nouveau site internet du Consortium. Un projet vidéo se réalisera par ailleurs au cours de la prochaine année pour immortaliser l'esprit de la démarche par le concepteur lui-même, Réal Boisvert.

2.4 Transfert de connaissances

Au cours de l'automne 2014, le Consortium a soutenu plusieurs activités de transfert de connaissances. Des travaux ont été effectués avec le ministère de l'Immigration, Diversité et Inclusion du Québec et Stratégie Carrière pour réaliser une formation « Immigration 101 » pour les intervenants des secteurs de la santé, éducation, communautaire, fonction publique provinciale et municipale. Le Consortium a participé à deux rencontres de travail pour monter la formation qui a été offerte par Stratégie Carrière à l'automne 2014-hiver 2015.

Le Consortium a participé en collaboration avec la Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie (TCMFM) à l'organisation d'une tournée sur cinq territoires de la Mauricie de la session d'appropriation de la trousse « ADS pour y voir clair ». Cette session d'appropriation avait pour objectifs de démystifier l'analyse différenciée selon les sexes (ADS), de s'approprier le contenu de la trousse et de se familiariser avec la façon d'intégrer l'ADS à des projets. Plus de soixante-dix personnes ont participé à la formation dans les cinq territoires visités. Pour voir l'invitation : [ici](#)

Pour terminer, le Consortium a organisé la tournée de présentation des résultats de l'évaluation d'implantation de « Se nourrir, agir et se développer » (NAD) qui ont été présentés dans les six territoires de la Mauricie. Plus d'information à la page 13.

Communication

Le transfert de connaissances a également été assuré au cours de l'automne par la poursuite des moyens de communication du Consortium, soit l'Infolettre qui est éditée aux deux semaines. L'Infolettre permet aux intervenants de suivre les activités du Consortium, de découvrir des sources d'inspiration, des ressources et de l'information et de faire connaître les événements importants reliés au développement social. Au cours de l'année 2014-2015, 23 Infolettres et une Infolettre spéciale ont été envoyées à un réseau de contacts d'environ 300 personnes de la région et d'ailleurs.

La conseillère en communication assure également la diffusion d'information via les médias sociaux principalement Facebook et Twitter suite à une revue de presse effectuée quotidiennement. Cette année, il a été observé une augmentation d'environ 20% d'achalandage sur la page Facebook du Consortium où 353 personnes sont abonnées alors que 405 personnes sont abonnées au compte Twitter dont 64 nouveaux abonnés cette année.

Dernier élément mobilisant, cet automne, relié au transfert de connaissances est la refonte du site Internet du Consortium et la nouvelle image corporative du Consortium. En effet, pour se positionner encore davantage comme soutien au

développement de pratiques reconnues et comme instrument de transfert de connaissances, le Consortium revoit actuellement sa plateforme web. Le nouveau site Internet plus adapté aux besoins actuels permettra d'héberger les informations, les ressources, les sources d'inspiration pour toujours mieux outiller les intervenants œuvrant en développement social. Le site devait être en ligne début 2015, mais le départ de la conseillère en communication a ralenti la réalisation du site. Si tout va bien, un lancement officiel devrait être fait à l'automne 2015 suivi d'une tournée dans les territoires pour présenter les outils disponibles. Le nouveau logo du Consortium a été réfléchi en parallèle avec le site Internet pour une image plus actuelle du Consortium; le logo est aussi accompagné d'une nouvelle signature « Centré sur l'humain » qui sont tous deux expliqués à l'annexe 3. Le logo et la signature ont été dévoilé aux membres du comité de gestion et aux membres du comité de coordination lors du Lac-à-l'épaule d'octobre 2014. Néanmoins, il n'y a pas eu encore de dévoilement officiel celui-ci devant être fait en même temps que le lancement du site Internet.

Orientation 3 : Soutenir la réalisation d'actions concertées en développement social répondant aux besoins au niveau local et régional.

OBJECTIFS

- 3.1 Soutenir la concertation régionale et la réalisation d'actions concertées en **sécurité alimentaire**.
- 3.2 Soutenir la concertation régionale et la réalisation d'actions concertées en **habitation**.
- 3.3 Accompagner et/ou collaborer à des actions ou à des concertations reliées aux enjeux de développement social en Mauricie.
- 3.4 Explorer la pertinence et la faisabilité de mettre en place un fonds régional de soutien à la réalisation d'initiatives de développement social.

Depuis le 1^{er} avril 2014, le soutien à l'action concertée a touché plus particulièrement les besoins reliés à la sécurité alimentaire et à l'habitation par l'intermédiaire des comités travaillant sur ces thématiques.

3.1 Sécurité alimentaire

Le Consortium a facilité la tenue de six rencontres du comité régional en sécurité alimentaire (CRSA) (19 juin, 19 septembre, 30 octobre, 9 décembre 2014, 21 janvier et 12 mars 2015). Ces rencontres permettent les échanges d'information et d'expertise entre les territoires, ce qui facilite, par conséquent, le déploiement des concertations locales en sécurité alimentaire. Une rencontre régionale a été organisée le 9 mai 2014 sous le thème « Sécurité alimentaire et économie sociale; valeurs ajoutées ! ». La rencontre a réuni une soixantaine de participants impliqués en sécurité alimentaire à travers la Mauricie et ces derniers ont pu échanger sur l'économie sociale comme moyen à envisager pour diversifier les actions reliées à la sécurité alimentaire. Une prochaine rencontre régionale aura lieu en mai 2015.



Le CRSA a, qui plus est, été impliqué dans le plan d'action régional saines habitudes de vie (PAR-SHV) en fournissant au départ les grandes orientations des actions qui seront menées en sécurité alimentaire. Un volet du PAR-SHV vise à favoriser l'accès économique et physique à des aliments sains en travaillant sur les mécanismes et stratégies d'approvisionnement pouvant être mis en place par les organismes et les tables locales en sécurité alimentaire. Depuis l'embauche d'une chargée de projet, le CRSA est mis à contribution pour déterminer les actions à réaliser dans ce volet en fonction des besoins et réalités terrain. Au niveau du PAR-SHV, le Consortium est impliqué sur le comité « chantier SA » qui agit en tant que groupe

de réflexion et comme leader de contenu pour l'atteinte des objectifs touchant l'alimentation. Le « chantier SA » accompagne la chargée de projet et suit l'état d'avancement du plan d'action régional au niveau de la priorité qui concerne la saine alimentation. Le chantier SA s'est réuni à au moins cinq reprises depuis le début du projet.

Toujours au niveau de la sécurité alimentaire, le Consortium est impliqué au comité de gestion de l'action partenariale « Se nourrir, agir et se développer » (NAD). Le comité de gestion s'est réuni à dix reprises entre le 1er avril 2014 et le 31 mars 2015 pour avancer les différents dossiers reliés à NAD notamment la recherche de financement et le suivi du rapport d'évaluation de l'implantation de NAD. Réalisée par le Centre de recherches sociales appliquées (CRSA), l'évaluation de l'implantation de NAD est maintenant disponible sous forme de rapport et de faits saillants. Une tournée de présentation des résultats dans les six territoires de la Mauricie a été organisée où le Consortium fut impliqué pour l'organisation logistique des rencontres et la liaison avec les représentantes territoriales siégeant au CRSA. Pour voir l'invitation de la tournée NAD : [ici](#)



3.2 Habitation

Le Consortium chapeaute le comité régional en habitation qui s'est rencontré à trois reprises depuis le 1er avril 2014 (1er avril, 23 mai et 4 septembre 2014). Les rencontres de ce comité portent principalement sur le projet « Ensemble et bien logé ! » où le comité est impliqué à titre consultatif pour favoriser la réalisation du projet. Le projet d'une portée régionale vise à déterminer les rôles et responsabilités des acteurs impliqués en salubrité des habitations sur chacun des territoires de la Mauricie et à faciliter la collaboration intersectorielle entre ceux-ci aux plans territorial et régional.

Le Consortium est par ailleurs impliqué dans le comité-conseil du projet « Ensemble et bien logé ! » qui travaille à soutenir la coordonnatrice pour la mise en place du projet. Le comité-conseil s'est rencontré à six reprises depuis le 1er avril 2014. Des groupes de discussion ont maintenant été réalisés dans les six territoires de la Mauricie pour présenter l'état de situation réalisé en matière de salubrité et de collaboration intersectorielle. Ces groupes de discussion ont permis de soulever des pistes de solution qui seront explorées et mises en application dans les territoires en 2015. Dans plusieurs territoires des comités de travail se sont formés suite au groupe de discussion pour travailler à des solutions concrètes dont plusieurs concernent l'élaboration d'un protocole d'entente entre les acteurs du milieu pour déterminer les rôles et responsabilités de chacun dans le respect des limites d'intervention en matière d'insalubrité.



Le projet « Ensemble et bien logé ! » se terminera en septembre 2015 avec la fin du financement FQIS. Pour les mois à venir, des actions seront mises en place pour le transfert de connaissance et la diffusion de l'information récoltée au cours du projet. Une rencontre régionale est à prévoir fin septembre 2015 pour présenter les résultats du projet.

Orientation 4 : Favoriser l'inclusion des personnes éloignées du marché du travail

Depuis le 1^{er} avril 2014, cette orientation a été abordée principalement au niveau des actions reliées au comité régional en participation citoyenne. Ce comité s'est réuni le 10 juin et le 9 octobre 2014 pour poursuivre l'acquisition de connaissances au sujet de la participation citoyenne notamment grâce à la participation au comité d'une professeure de l'UQTR, Julie Fortier, qui a facilité l'appropriation du concept de participation citoyenne. Les membres du comité sont actuellement en train de répertorier les outils de participation citoyenne qui feront l'objet d'un répertoire logé sur le site Internet du Consortium. Les outils colligés jusqu'à présent figureront sur le prochain site Internet. Un ralentissement des actions est à prévoir en raison des nombreux changements au sein des membres du comité suite aux changements organisationnels de l'automne. Pour 2015-2016, le comité aura à se questionner sur sa composition et son mandat

Bilan détaillé 2014-2015

Orientation 1 :

Renforcer la capacité d'action *concertée* des milieux territoriaux et du régional.

Objectifs	Moyens / Actions	Résultats attendus	Rapport d'activités 2014-2015
1.6 Soutenir la concertation au sein des comités territoriaux de développement social.	<p>1.6.1 Assurer la participation du Consortium aux rencontres des comités territoriaux dans les différents territoires.</p> <p>1.6.2 Rendre accessible et mettre à la disposition des comités territoriaux des données et outils qui font état de la réalité locale. (lien 1.6 et 2.2)</p>	<p>1.1.1.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le support fourni par le Consortium permet aux comités territoriaux d'évoluer en fonction de la conjoncture de leur territoire. - Une présence régulière (et en fonction des besoins) de la conseillère en développement est assurée aux rencontres des comités territoriaux. <p>1.1.2.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les outils et données (enjeux, portrait concertation sur les territoires, etc.) sont disponibles et mis à jour sur le site web du Consortium. 	<p>Le Consortium a participé aux rencontres suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Maskinongé : 28 avril et 18 septembre 2014, 17 février 2015 • Des Chenaux : 23 avril 2014, 24 février 2015 • Mékinac : 26 mai et 20 octobre 2014 et 24 février 2015. • Shawinigan : 24 avril et 13 novembre 2014, 19 février 2015 • Quartiers Vie : 24 avril et 13 novembre 2014, 19 février 2015 • Démarche des 1^{ers} quartiers (Trois-Rivières) : 4 juin et 25 novembre 2014, 22 janvier et 25 février 2015 • Ville de Trois-Rivières : 1 présentation du Consortium réalisée le 29 janvier 2015
1.7 Maintenir et développer la concertation régionale au sein du comité de coordination et au sein du comité de gestion.	<p>1.7.1 Comité de gestion Réunir les partenaires de l'entente spécifique en développement social (comité de gestion) pour assurer l'atteinte des objectifs, la mise en œuvre, le financement et le suivi budgétaire de l'entente.</p> <p>1.7.2 Comité de coordination Réunir les partenaires territoriaux et régionaux lors des rencontres du comité de coordination pour permettre la concertation régionale. - rencontre régulière du comité de coordination et Lac-à-l'épaule</p>	<p>1.2.1</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les partenaires assurent le suivi de l'entente en développement social. - Au moins 4 rencontres du comité de gestion sont réalisées par année. <p>1.2.2</p> <ul style="list-style-type: none"> - Au moins 4 rencontres du comité de coordination sont réalisées par année. - Un Lac-à-l'épaule est organisé au cours de l'entente. 	<p>1.2.1 Rencontres du comité de gestion :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 4 avril 2014 - 6 juin 2014 - 29 septembre 2014 - 23 janvier 2015 <p>1.2.2 Rencontres du comité de coordination :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 27 mai 2014 - 7-8 octobre 2014 (Lac-à-l'épaule) - 18 décembre 2014 - 23 février 2015
1.3 Assurer la liaison et les échanges avec les secteurs reliés au	1.3.1 Organiser des rencontres de liaison sur une thématique avec les partenaires des secteurs (aîné, communautaire, famille-enfance, femme, jeunes, personnes handicapées, syndicats, éducation, etc.). (lien 2.2.4)	1.3.1 Une rencontre par année est organisée sur un thème précis impliquant les membres du COCO et les intervenants des secteurs reliés au développement social. Thèmes envisagés : ADS, évaluation adaptée,	<p>1.3.1 Aucune action d'entreprise pour la première année du plan d'action.</p> <p>1.3.2 Participation du Consortium aux concertations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - TIR SHV : participation à une rencontre de la TIR-SHV le 14

développement social.	1.3.2 Établir des liens formels avec des lieux de concertation existants notamment par les outils de communication (table intersectorielle SHV, table enfance-jeunesse-famille, JQSI, etc.).	pratique de concertation et de travail intersectoriel, participation citoyenne 1.3.2 - Les conseillères du Consortium participent à des tables existantes. - Des arrimages s'effectuent entre le mandat des tables et le plan d'action du Consortium et des partenaires. - Le Consortium reçoit les informations des différents secteurs et informe sur le développement social via les moyens de communication (infolettre, médias sociaux).	avril 2015 - Chantier SA : participation à 5 rencontres du chantier saine alimentation qui est issu du plan d'action régional en saine habitude de vie (PAR SHV) - Centraide : participation à 3 rencontres d'un comité de réflexion stratégique - Pôle économie social : participation à une journée de vision stratégique le 26 février 2015 Le Consortium est abonné à plusieurs infolettres pour recevoir les nouvelles de différents secteurs (voir annexe 4)
1.4 Assurer une représentation au niveau national et favoriser la liaison entre le national et les territoires de la région.	1.4.1 Participer aux actions et aux rencontres organisées par le Réseau québécois de développement social (RQDS). 1.4.2 Transférer aux acteurs territoriaux et régionaux le contenu pertinent diffusé par le RQDS. 1.4.3 Participer au conseil d'administration du RQDS.	1.4.1 Le Consortium est présent aux activités bisannuelles du RQDS et participe aux travaux des groupes de travail inter-région (habitation et sécurité alimentaire à venir). 1.4.2 Les informations sont transmises par les outils de communication ou lors des rencontres du COCO ou des comités territoriaux. 1.4.3 La conseillère en développement social participe aux rencontres du CA du RQDS.	1.4.1 Participation aux deux rencontres annuelles : - rencontre printanière : St-Jean-de-Matha - rencontre automnale : Valleyfield 1.4.2 Un point « Nouvelle du RQDS » est à l'ordre du jour des rencontres du comité de coordination. 1.4.3 La conseillère en développement a participé à 5 rencontres du CA en 2014-2015 : 22 octobre, 20 novembre et 15 décembre 2014, 27 janvier et 2 mars 2015.
1.5 Faire reconnaître la spécificité du développement social pour une vision intégrée du développement régional.	1.5.1 Partager et inclure la vision, les valeurs et les préoccupations du développement social dans le plan quinquennal de développement de la CRÉ de la Mauricie. 1.5.2 Faire valoir la vision du développement social aux porteurs d'initiatives gouvernementales (ex. : PAGSIS). 1.5.3 Faire connaître les initiatives porteuses de développement social auprès des instances décisionnelles politiques et économiques.	1.5.1 Le Consortium et ses partenaires participent aux consultations pour l'élaboration du plan quinquennal de la CRÉ. 1.5.2 - Le Consortium participe aux réflexions entourant la mise en place du PAGSIS. - S'il y a lieu, d'autres initiatives gouvernementales en lien avec le développement social sont identifiées pour assurer la participation du Consortium. 1.5.3 - Au moins une présentation thématique est réalisée au CA de la CRÉ et au forum de la société civile. - Les initiatives porteuses en développement social sont présentées à une plateforme à vocation économique (Pôle d'économie sociale, table régionale des CLD, table régionale des agents ruraux, etc.) - Les informations sont transmises via l'infolettre, le site web et les médias sociaux.	1.5.1. Participation du Consortium et de ses partenaires à une journée de consultation pour l'élaboration du plan quinquennal (2 octobre 2014). 1.5.2 Une nouvelle édition du PAGSIS n'est pas encore envisagée donc aucune rencontre à ce sujet. 1.5.3 Aucune présentation n'a été réalisée en 2014-2015 auprès d'une instance économique ou politique. L'Infolettre est acheminée aux deux semaines à des partenaires de divers réseaux, dont les élus. Des initiatives porteuses sont publiées à tous les jours sur les médias sociaux.

	1.5.4	Poursuivre la réflexion sur le positionnement des démarches actuelles en développement social au niveau régional et territorial.	1.5.4 <ul style="list-style-type: none"> - Une activité de réflexion est réalisée lors d'un COCO. - Au besoin, les comités territoriaux sont accompagnés dans leur réflexion. - Les suites de l'entente en développement social sont assurées. 	1.5.4 <p>En raison de la conjoncture, plusieurs discussions ont eu lieu au sein des divers comités sur la spécificité du développement social et la poursuite des actions du Consortium.</p> <p>Déjeuner-rencontre 18 décembre 2015 : rencontre conjointe du comité de gestion et de coordination pour discuter des suites envisageables à l'entente en développement social.</p>
1.6 Favoriser la circulation d'information entre les instances de concertation territoriale et régionale pour renforcer la capacité d'agir.	1.6.1	Favoriser le partage d'information par la participation aux rencontres des comités territoriaux.	1.6.1	1.6.1 La conseillère en développement participe, au besoin, aux rencontres des comités territoriaux et informe les partenaires des nouvelles régionales.
	1.6.2	Assurer la diffusion d'information par les outils de communication du Consortium.	1.6.2	1.6.2 Les outils de communication utilisés et mis à jour assurent une circulation d'information (voir annexe).
	1.6.3	Soutenir les concertations territoriales et régionales dans leur communication au besoin.	1.6.3	1.6.3 Les concertations territoriales et régionales sont mieux outillées pour communiquer les informations.
	1.6.4	Rédiger un bilan annuel et des faits saillants à chaque fin d'année financière.	1.6.4 <ul style="list-style-type: none"> - Un bilan annuel est rédigé à la fin de chaque année financière. - Les faits saillants sont diffusés aux partenaires et disponibles sur le site internet. - Un rapport final est rédigé à la fin de l'entente. 	1.6.4 <ul style="list-style-type: none"> - Rédaction du bilan annuel 2013-2014 (juillet 2014) - Rédaction et diffusion des faits saillants 2013-2014 - Rédaction du bilan de l'entente spécifique 2010-2014 (juillet 2014)
				1.6.2 Utilisation des médias sociaux (Facebook et Twitter) et envoi d'une Infolettre aux deux semaines (voir Annexe 3)
				1.5.3 Aucun besoin de recenser en 2014-2015.

Orientation 2 :

Soutenir le développement des bonnes pratiques (à succès) en développement social et des meilleures pratiques (reconnues) en travail intersectoriel.

Objectifs	Moyens / Actions	Résultats attendus	Rapport d'activités 2014-2015
<u>Évaluation adaptée</u> 2.1 Permettre aux acteurs territoriaux et régionaux de témoigner de leurs actions et de leurs impacts au moyen d'évaluation adaptée au développement social.	2.1.1 Assurer une veille sur les pratiques et les outils d'évaluation adaptés au développement social. 2.1.2 Suivre les travaux du RQDS en partenariat avec Communagir en matière de pratiques évaluatives (travaux de recherche). 2.1.3 Assurer le transfert de connaissances en matière d'évaluation adaptée.	2.1.1 Veille - Une meilleure compréhension des pratiques d'évaluation est obtenue pour les partenaires du Consortium. - Des indicateurs sont identifiés pour évaluer les processus et les impacts des actions en développement social. 2.1.2 Le Consortium suit les travaux du RQDS sur les pratiques évaluatives. 2.1.3 Transfert - Des documents de référence et des outils en matière d'évaluation sont mis en référence sur le site internet. - Les acteurs territoriaux et régionaux sont formés à l'évaluation adaptée et accompagnés pour favoriser les changements de pratiques.	2.1.1 Participation à un séminaire le 23 septembre 2014 sur « l'évaluation POUR et PAR » organisé par le Centre de formation populaire de Montréal et Centraide Montréal. 2.1.2 Le RQDS n'a pas débuté les travaux sur l'évaluation. 2.1.3 Aucune action réalisée à ce niveau en 2014-2015.
<u>Travail intersectoriel</u> 2.2 Documenter et transférer les connaissances en matière de travail intersectoriel et d'hypersollicitation.	2.2.1 Évaluer la possibilité de faire un portrait régional et territorial de la concertation et du travail intersectoriel relié au développement social (à préciser au lac à l'épaulé 2014). 2.2.2 Assurer une veille sur les pratiques novatrices en concertation et en travail intersectoriel. 2.2.3 Participer à un projet de recherche en collaboration avec un chercheur (instance de recherche). 2.2.4 Évaluer la possibilité de soutenir (en fonction des besoins) une activité de transfert de connaissance régionale pour explorer les bonnes pratiques en matière de travail intersectoriel. (lien 1.3.1)	2.2.1 Un portrait régional et territorial est réalisé pour cerner les pratiques de concertation et de travail intersectoriel en développement social en Mauricie. 2.2.2 Une meilleure compréhension des pratiques novatrices est obtenue. Les informations sont disponibles sur le site internet. 2.2.3 Le projet de recherche est réalisé. 2.2.4 Une activité de transfert est réalisée et les informations associées sont partagées aux partenaires.	En 2014-2015, le contexte a plutôt amené une préoccupation du maintien des instances de concertation en place. Aucune activité formelle n'a été réalisée à ce niveau, mais beaucoup de discussions ont eu lieu au sein de différents comités pour assurer la poursuite des actions de concertation régionale et en développement social plus particulièrement.

<p><u>Développement des communautés</u></p> <p>2.3 Soutenir les travaux reliés aux démarches de développement des communautés (diffusion de données et rencontres d'appréciation).</p>	<p>2.3.1 Soutenir la tournée de présentation de la mise à jour des données de l'Atlas en collaboration avec l'ASSS.</p> <p>2.3.2 Réaliser une mise à jour de la trousse à outils pour la réalisation de rencontres d'appréciation du potentiel de développement des communautés.</p> <p>2.3.3 Assurer un mécanisme de suivi et de soutien auprès des intervenants qui réaliseront des démarches d'appréciation du potentiel de développement des communautés.</p> <p>2.3.4 Organiser une rencontre régionale pour favoriser le partage d'expériences et produire une synthèse/évaluation des démarches d'appréciation réalisées en Mauricie.</p> <p>2.3.5 Assurer une veille et faire circuler l'information relative à l'avancement des démarches d'appréciation et leurs retombées dans les communautés.</p>	<p>2.3.1 Une tournée est réalisée pour présenter la mise à jour des données.</p> <p>2.3.2</p> <ul style="list-style-type: none"> - La trousse est révisée, simplifiée et disponible sur le site web du Consortium. - Des vidéos sont réalisées avec Réal Boisvert pour introduire et expliquer la démarche proposée. <p>2.3.3 Au moins deux nouvelles démarches d'appréciation sont réalisées en Mauricie.</p> <p>2.3.4 Une rencontre régionale est organisée et un rapport synthèse des démarches est produit.</p> <p>2.3.5 Le Consortium diffuse l'information sur les travaux relatifs aux démarches d'appréciation.</p>	<p>2.3.1 Une rencontre de présentation des données par Réal Boisvert est réalisée lors de la « Journée des partenaires » du réseau local de service du CSSS de la Vallée-de-la-Batiscan le 20 novembre 2014.</p> <p>2.3.2 Début de la révision de la trousse et les démarches pour la réalisation de la vidéo sont entreprises (la vidéo devrait être réalisée en septembre 2015)</p> <p>2.3.2 Accompagnement de 3 démarches d'appréciation : Grand-Mère : 3 rencontres de préparation, rencontre d'appréciation 13 mai 2015, retour 28 août 2014 Sainte-Thècle : 1 présentation de la démarche au CTDSM en octobre 2014, 1 rencontre de préparation 26 mars 2015 St-Philippe : 1 rencontre de préparation le 31 mars 2015</p> <p>Objectif 2.3.4 et 2.3.5 ne sont pas abordés en 2014-2015.</p>
<p>2.4 Assurer le transfert de connaissances et le partage des actions inspirantes et projets porteurs (aux niveaux local, régional et national).</p>	<p>2.4.1 Procéder à la refonte du site internet pour héberger les connaissances et initiatives recensées.</p> <p>2.4.2 Effectuer une veille sur les pratiques reconnues et innovantes en développement social.</p> <p>2.4.3 Assurer la diffusion d'information par les outils de communication du Consortium (voir annexe).</p> <p>2.4.4 Offrir des occasions de développement de compétences au niveau régional et local. Thématiques envisagées :</p> <ul style="list-style-type: none"> o ADS o Immigration 	<p>2.4.1 Le site web est revu et favorise la diffusion de connaissances.</p> <p>2.4.2 Les pratiques reconnues et innovantes en développement social sont recensées et disponibles sur le site internet.</p> <p>2.4.3 Les informations et actions inspirantes sont diffusées régulièrement via l'infolettre et le site internet du Consortium (voir annexe).</p> <p>2.4.4 Formation</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une formation sur l'approche ADS est réalisée en partenariat avec la TCMFM. - Le Consortium participe au projet de formation/information sur l'immigration. - Le Consortium utilise les moyens appropriés pour favoriser le développement de compétence sur les thématiques déterminées en fonction des besoins. 	<p>2.4.1 La refonte du site web est en cours en 2014-2015, mais les travaux sont ralentis par le départ de la conseillère en communication en janvier 2015.</p> <p>2.4.2 Le site web n'est pas en ligne en 2014-2015.</p> <p>2.4.3 Utilisation régulière des médias sociaux (Facebook et Twitter) et envoi d'une Infolettre aux deux semaines.</p> <p>2.4.4 ADS : organisation d'une tournée de formation à l'ADS dans 5 territoires de la Mauricie en novembre 2014.</p> <p>Immigration : 2 rencontres d'organisation de la formation en juillet 2014.</p>

Orientation 3 :

Soutenir la réalisation d'actions concertées en développement social répondant aux besoins au niveau local et régional.

Objectifs	Moyens /actions	Résultats attendus	Rapport d'activités 2014-2015
3.5 Soutenir la concertation régionale et la réalisation d'actions concertées en sécurité alimentaire .	<p>3.5.1 Soutenir et animer les rencontres du comité régional en sécurité alimentaire.</p> <p>3.5.2 Faciliter les actions et la circulation d'information en sécurité alimentaire par l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan d'action.</p> <p>3.5.3 Participer aux travaux du comité de gestion Se nourrir, agir et se développer (NAD) pour soutenir la régionalisation.</p>	<p>3.1.1 Un minimum de 5 rencontres sont organisées au cours de l'année avec le CRSA.</p> <p>3.1.2 Un plan d'action est élaboré pour 3 ans. Un suivi du plan d'action est réalisé chaque année.</p> <p>3.1.3 Le Consortium participe à un minimum de 6 rencontres du comité de gestion NAD. NAD poursuit ses actions régionales.</p>	<p>3.1.1 Le Consortium a organisé 6 rencontres du CRSA au cours de 2014-2015.</p> <p>3.1.2 Un plan d'action a été rédigé pour 2014-2017 et approuvé par le CRSA en mars 2015. Le plan d'action a été mis en œuvre et en a résulté entre autres l'organisation d'une rencontre régionale en sécurité alimentaire le 9 mai 2014 et la participation au PAR SHV</p> <p>3.1.3 Le Consortium a participé à 10 rencontres du comité de gestion de NAD et a travaillé à la poursuite des actions régionales de NAD. La Consortium a organisé la logistique de la tournée d'évaluation de NAD qui a eu lieu d'octobre à novembre 2014.</p>
3.2 Soutenir la concertation régionale et la réalisation d'actions concertées en habitation .	<p>3.2.1 Soutenir et animer les rencontres du comité régional en habitation.</p> <p>3.2.2 Participer au comité-conseil pour soutenir et promouvoir la réalisation du projet régional en habitation « Ensemble et bien logé! ».</p> <p>3.2.3 Élaborer et mettre en œuvre un plan d'action régional pour donner suite au projet « Ensemble et bien logé! ».</p> <p>3.2.4 Favoriser le partage d'informations relatives à l'habitation. (données, actions inspirantes, etc.).</p>	<p>3.2.1 Un minimum de 4 rencontres sont organisées par année.</p> <p>3.2.2 Le Consortium participe aux rencontres du comité et fait le suivi des travaux avec le comité régional en habitation.</p> <p>3.2.3 Les acteurs en habitation s'entendent sur un plan d'action régional.</p> <p>3.2.4 Les informations relatives à l'habitation sont diffusées via l'infolettre, le site internet et les médias sociaux.</p>	<p>3.2.1 Le Consortium a organisé 3 rencontres du comité régional en habitation (1^{er} avril, 23 mai et 4 septembre 2014).</p> <p>3.2.2 Le Consortium a participé à 6 rencontres du comité-conseil pour 2014-2015.</p> <p>3.2.3 Le projet Ensemble et bien logé ! se termine le 30 septembre 2015; le plan d'action sera élaboré suite au projet.</p> <p>3.2.4 Des informations sur l'habitation sont diffusées via les médias sociaux et l'Infolettre du Consortium.</p>
3.3 Accompagner et/ou collaborer à des actions ou à des concertations reliées aux enjeux de développement social en Mauricie.	<p>3.3.1 Participer aux travaux des comités notamment le comité régional en transport collectif.</p> <p>3.3.2 Faire connaître les leviers et opportunités de financement.</p> <p>3.3.3 Faire connaître les actions au sein des territoires et au niveau régional.</p>	<p>3.3.1 Le Consortium participe aux rencontres du comité régional en transport collectif et d'autres comités selon les besoins.</p> <p>3.3.2 Le Consortium diffuse l'information relative aux opportunités de financement.</p> <p>3.3.3 Les actions réalisées sont diffusées par l'Infolettre, le site internet et les médias sociaux</p>	<p>3.3.1 Le comité régional en transport collectif ne s'est pas rencontré en 2014-2015. Une rencontre a eu lieu avec le Conseil régional de l'environnement (CRE) pour voir la possibilité de relancer les actions du comité.</p> <p>3.3.2. et 3.3.3 L'Infolettre et les médias sociaux sont les plateformes utilisées en 2014-2015 pour diffuser de l'information sur le financement et sur les initiatives inspirantes.</p>

<p>3.4 Explorer la pertinence et la faisabilité de mettre en place un fonds régional de soutien à la réalisation d'initiatives de développement social.</p>	<p>3.4.1 Outiller le comité de gestion pour faciliter la réflexion concernant la création d'un fonds régional de soutien.</p> <p>3.4.2 S'il y a lieu, soutenir la création du fonds (préciser les buts, objectifs et modalités de fonctionnement)</p>	<p>3.4.1 Les partenaires de l'entente conviennent d'une position relativement à un fonds régional de soutien.</p> <p>3.4.2 Le fonds est créé avant la fin de l'entente.</p>	<p>Compte tenu du contexte d'abolition ou de réorganisation de plusieurs partenaires, la possibilité de créer un fonds en développement social est maintenant pratiquement nulle. L'enjeu est d'abord d'assurer la poursuite de la concertation en développement social.</p> <p>Cet objectif n'a par conséquent pas été abordé.</p>
---	---	---	---

Orientation 4 : Favoriser l'inclusion sociale des personnes éloignées du marché du travail.

Objectifs	Moyens / Actions	Résultats attendus	Rapport d'activités 2014-2015
4.1 Mettre en lumière et soutenir la participation citoyenne régionale et locale.	<p>4.1.1 Soutenir et animer les rencontres du comité développement citoyen.</p> <p>4.1.2 Assurer une veille stratégique sur les outils et ressources reliés à la participation citoyenne en Mauricie ou ailleurs.</p> <p>4.1.3 Élaborer et mettre en œuvre un plan de transfert de connaissances en participation citoyenne.</p> <p>4.1.4 Développer des arrimages avec les instances nationales travaillant sur la participation citoyenne (INM, RQDS, RQVVS, RQRI, etc.).</p>	<p>4.1.1 Au moins 5 rencontres du comité participation citoyenne sont organisées par année.</p> <p>4.1.2 Les outils et autres informations sur la participation citoyenne sont colligés notamment grâce aux travaux du comité.</p> <p>4.1.3 Un plan de transfert est élaboré et des activités de diffusion sont mises en œuvre.</p> <p>4.1.4 Le Consortium est informé des activités et participe aux travaux réalisés par des instances nationales concernant la participation citoyenne.</p>	<p>4.1.1 Le Consortium a organisé 2 rencontres du comité participation citoyenne le 10 juin et le 9 octobre 2014.</p> <p>4.1.2 La veille en 2014-2015 a été réalisée principalement par le suivi des initiatives sur les médias sociaux et via l'infolettre de l'INM.</p> <p>4.1.3 Cet objectif n'a pas été réalisé en 2014-2015.</p> <p>4.1.4 Le Consortium est abonné à l'infolettre de l'INM et suit les travaux du RQDS et du RQRI.</p>
4.2 Soutenir la mobilisation des milieux en faveur de la solidarité et de l'inclusion sociale et faire connaître les initiatives porteuses.	<p>4.2.1 Organiser un événement régional en lien avec l'inclusion sociale sur le modèle de l'événement de Shawinigan « Pauvreté et exclusion sociale : Voir d'un autre œil ».</p> <p>4.2.2 Favoriser le transfert d'information ou la mise en place d'initiatives porteuses sur divers territoires de la Mauricie. (ex : Laboratoire leadership citoyen, projet FQIS, projet de recherche d'Emploi-Québec, etc.)</p> <p>4.2.3 Collaborer et participer aux travaux reliés au Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale (PAGSIS). (lien 1.5.2)</p>	<p>4.2.1 Un événement régional inspiré de l'événement de Shawinigan est organisé par le Consortium.</p> <p>4.2.2</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des initiatives porteuses sont connues à travers la Mauricie grâce aux outils de communication du Consortium. - En fonction des besoins, le Consortium soutien le déploiement d'initiatives porteuses dans d'autres territoires. <p>4.2.3 En collaboration avec la CRÉ, le Consortium est impliqué dans les travaux du PAGSIS.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Participer aux réflexions - Diffuser les informations relatives aux projets réalisés, l'avancement des travaux et leurs retombées. 	<p>4.2.1 Cet objectif n'a pas été réalisé en 2014-2015.</p> <p>4.2.2 Des initiatives porteuses sont partagées par l'intermédiaire des médias sociaux et de l'Infolettre du Consortium.</p> <p>4.2.3 En 2014-2015, il n'y a pas eu de travaux du Consortium reliés au PAGSIS.</p>

États financiers 2014-2015

Consortium en développement social de la Mauricie			
États des résultats 2014-2015			
	Solde/Période 2014-2015	Prévision 2014-2015	% budget année
Revenus			
Emploi-Québec	25 000,00 \$	25 000 \$	
Conférence régionale des élus de la Mauricie	60 000,00 \$	60 000 \$	
ASSS Mauricie/Centre-du-Québec	75 000,00 \$	75 000 \$	
Centraide	15 000,00 \$	15 000 \$	
Autres revenus	1 834,00 \$	- \$	
Surplus année antérieure	19 059,65 \$	19 059,65 \$	
Total revenus	195 893,65 \$	194 059,65 \$	
Dépenses			
Salaire coordonnatrice	55 123,19 \$	55 018,00 \$	100 %
Charges sociales	13 451,85 \$	11 554,00 \$	116 %
Salaire conseillère en communication	40 357,20 \$	46 327,43 \$	87 %
Charges sociales	5 041,63 \$	10 058,75 \$	50 %
Taxe ASSS (conseillère en communication)	3 133,37 \$	4 214,87 \$	74 %
Membership RQDS	100,00 \$	100,00 \$	100 %
Frais de développement et colloques	1 263,28 \$	3 000,00 \$	42 %
Frais de déplacements	2 604,94 \$	5 000,00 \$	52 %
Frais de représentations	171,62 \$	700,00 \$	25 %
Honoraires professionnels	- \$	500,00 \$	0 %
Charges administratives	1 200,00 \$	1 200,00 \$	92 %
Loyer et internet	9 234,00 \$	9 600,00 \$	96 %
Téléphone	756,35 \$	1 000,00 \$	76 %
photocopies	705,62 \$	800,00 \$	88 %
Papeterie/fournitures de bureau	538,40 \$	800,00 \$	67 %
Équipement informatique	867,41 \$	500,00 \$	173 %
Communication			
Site web	7 634,68 \$	10 000,00 \$	76 %
Promotion et publicité	3 925,41 \$	3 000,00 \$	131 %
Transfert de connaissance	345,21 \$	3 000,00 \$	12 %
Comités de travail	7 026,09 \$	15 000,00 \$	47 %
Amortissement équipement informatique	1 653,97 \$	- \$	0 %
Autres dépenses	129,00 \$	- \$	0 %
Frais de gestion Centraide	60,00 \$	- \$	0 %
Total dépenses	155 323,21 \$	181 373,05 \$	
Surplus (déficit)	40 570,44 \$	12 686,60 \$	

Conclusion

Les travaux réalisés depuis le 1^{er} avril 2014 s'annonçaient prometteurs avec l'adoption d'un nouveau plan d'action concerté qui rassemblait les partenaires autour d'objectifs communs centrés sur les besoins des milieux. Le plan d'action devait notamment permettre de positionner le Consortium comme organisme de référence en matière de transfert de connaissances pour favoriser le développement de pratiques à succès de développement social aux impacts mesurables, et ce, pour les différents territoires de la Mauricie. Plusieurs actions ont été réalisées ou sont en cours de réalisation à ce niveau, notamment les tournées de formation et d'information sur différentes thématiques (NAD, ADS, mise à jour des données de l'ATLAS) et la refonte du site Internet qui permettra de loger beaucoup plus efficacement les informations relatives au développement social en Mauricie tout en répondant aux nouvelles normes du web. Dorénavant, une seule adresse permettra de voir l'ensemble des démarches et des réalisations en développement social pour ainsi mieux comprendre l'ampleur et l'impact qu'elles peuvent avoir sur la qualité de vie des gens de notre région.

À l'heure de rédiger ce bilan, la poursuite du plan d'action concerté 2014-2017 est compromise par la réorganisation du réseau de la santé et l'abolition de la CRÉ de la Mauricie, deux partenaires principaux de l'entente, contribuant à fragiliser celle-ci et à rendre incertain la poursuite des objectifs du plan d'action concerté. La préoccupation de l'amélioration des conditions de vie individuelles et collectives apparaît toutefois fondamentale pour le développement intégré de la région. La sécurité alimentaire, l'habitation, la participation citoyenne, le développement des communautés sont en effet des enjeux préoccupants qui affectent directement les conditions de vie des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale. Par des démarches concertées et intersectorielles, le Consortium et ses partenaires veulent aborder ses enjeux et surtout y apporter des réponses et des solutions. Mettre fin à une entente qui réunit près de 250 partenaires de la région, constituerait un véritable pas en arrière. Les mois à venir seront déterminants pour voir comment maintenir vivante cette expertise développée au cours des 15 dernières années pour contribuer à la vitalité de la Mauricie et assurer un développement...*centré sur l'humain* !

Annexe 1

Synthèse du plan d'action concerté 2014-2017

ORIENTATION 1 : RENFORCER CAPACITÉ D'ACTION		ORIENTATION 2: DÉVELOPPEMENT DE PRATIQUES	
SYNTHÈSE	<p>1.1 Concertation comités territoriaux</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rencontres comités territoriaux • Rendre accessibles les outils et données territoriales <p>1.2 Concertation régionale</p> <ul style="list-style-type: none"> • Comité de gestion • Comité de coordination (COCO) <p>1.3 Liaison avec les secteurs reliés au DS</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rencontres de liaison thématiques • Liens formels (concertation, communication) <p>1.4 Représentation et liaison avec le national</p> <ul style="list-style-type: none"> • Activité du RQDS • Transfert d'information • Implication au C.A. du RQDS <p>1.5 Faire reconnaître la spécificité du DS</p> <ul style="list-style-type: none"> • Plan quinquennal CRÉ • Initiatives gouvernementales • Instances décisionnelles politiques et économiques • Positionnement des démarches de DS <p>1.6 Circulation d'information</p> <ul style="list-style-type: none"> • Participation aux rencontres • Outils de communications et publications • Soutien aux concertations pour les communications 	SYNTHÈSE	<p>2.1 Évaluation adaptée</p> <ul style="list-style-type: none"> • Veille et compréhension des stratégies d'évaluation • Travaux du RQDS • Transfert de connaissances <p>2.2 Travail intersectoriel</p> <ul style="list-style-type: none"> • Portrait régional et territorial de la concertation en DS • Veille pratique novatrices • Projet de recherche • Activité de transfert de connaissances <p>2.3 Développement des communautés</p> <ul style="list-style-type: none"> • Tournée de présentation avec l'ASSS • Mise à jour des outils • Suivi et soutien • Rencontre régionale • Circulation d'information sur les démarches en Mauricie <p>2.4 Transfert de connaissances et partage des actions inspirantes</p> <ul style="list-style-type: none"> • Refonte du site Internet • Veille pratiques innovantes • Outils de communications • Développement de compétences
ORIENTATION 3: SOUTIEN ACTIONS CONCERTÉES		ORIENTATION 4 : INCLUSION SOCIALE	
SYNTHÈSE	<p>3.1 Sécurité alimentaire</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rencontres du comité régional • Élaboration et mise en œuvre du plan d'action • Comité de gestion NAD <p>3.2 Habitation</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rencontres du comité régional • Comité-conseil « Ensemble et bien logé! » • Plan d'action régional • Partage d'information <p>3.3 Actions/concertations reliés au enjeu de DS en Mauricie</p> <ul style="list-style-type: none"> • Participer aux travaux de comités • Informer leviers financiers et faire connaître autres actions <p>3.4 Fonds régional de soutien en DS</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réflexion sur la vision du fonds • Soutenir la création du fonds au besoin 	SYNTHÈSE	<p>4.1 Mettre en lumière et soutenir la participation citoyenne</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rencontres du comité régional • Veille outils/ressources en participation citoyenne • Plan de transfert de transfert de connaissances • Arrimage avec les instances nationales <p>4.2 Soutenir la mobilisation des milieux en faveur de la solidarité et de l'inclusion sociale et faire connaître les initiatives porteuses</p> <ul style="list-style-type: none"> • Événement régional sur l'inclusion sociale • Transfert d'information sur les initiatives porteuses • Collaborer aux travaux du PAGSIS

Annexe 2

Membres des comités du Consortium en développement social de la Mauricie (2014-2015)

Comité de gestion de l'entente spécifique

Robert Ricard	Directeur régional, Emploi-Québec Mauricie
Christian Savard	Directeur général, CRÉ de la Mauricie
Julie Colbert	Directrice générale, Centraide Mauricie
Carole Gaudet	Directrice régionale, MAMOT
Dr Isabelle Goupil-Sormany	Directrice de santé publique, ASSS Mauricie/Centre-du-Québec

Comité de coordination

Donat Gingras	Citoyen et président du comité territorial de développement social de la MRC de Mékinac
Charlène Bolger	CSSS du Haut St-Mauricie pour le comité territorial de développement social du Haut St-Maurice
Réjean Veillette	CDC Centre de la Mauricie pour le comité territorial de développement social de Shawinigan
Lucie Carrier	CSSS de l'Énergie pour le comité territorial de développement social de Shawinigan
Jacynthe Morasse	Ville de Trois-Rivières pour le comité de développement social de la Ville de Trois-Rivières
Marie-Josée Routhier	CSSS de Trois-Rivières pour le comité Quartiers Vie (secteur Cap-de-la-Madeleine)
Valérie Bureau	CDC des Chenaux pour le comité de développement social des Chenaux
Hélène Roy	CDC de Maskinongé pour le comité local de développement social de Maskinongé
Geneviève Dubois	Pôle d'économie sociale Mauricie
Céline Lemay	UQTR pour les PICOMS
Carole Ébacher	Centraide Mauricie
Mélanie Lafrenière	CRÉ de la Mauricie
Manon Fillion	MAMOT
Josée Bourassa	Direction régionale d'Emploi-Québec Mauricie
Réal Boisvert	ASSS Mauricie/Centre-du-Québec
Lucie Lafrance	ASSS Mauricie/Centre-du-Québec

Comité régional en sécurité alimentaire

Nathalie Lefebvre	CSSS de l'Énergie pour le Comité sécurité alimentaire Shawinigan
Marie-Josée Routhier	CSSS de Trois-Rivières pour la Table de concertation en sécurité alimentaire de Trois-Rivières
Josée Pagé	CAB de la Moraine pour le territoire des Chenaux
Johanne Gauthier	CSSS Vallée-de-la-Batiscan pour le territoire de Mékinac
Charlène Bolger	CSSS Haut St-Maurice pour le comité en sécurité alimentaire du Haut St-Maurice
Vanessa Wilson	Maison de la famille bassin Maskinongé pour le territoire de Maskinongé
Martine Croteau	ASSS Mauricie/Centre-du-Québec
Geneviève Marchand	Moisson Mauricie/Centre-du-Québec
Cindy Raiche	Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie
Josée Bourassa	Emploi-Québec

Comité régional en habitation

Lionel Arsenault	MRC des Chenaux
Nancy Godin	CLD Maskinongé
Gilles Lafrenière	CLD Shawinigan
Martin Miron	MRC de Mékinac
Alain Mercier	Conseiller municipal La Tuque
Marco Bélanger	Office municipal d'habitation de Trois-Rivières
Diane Vermette	Comité logement de Trois-Rivières
Ginette Roy	Ville de Trois-Rivières
Sandra Baron	MAMOT
Mélanie Lafrenière	CRÉ de la Mauricie
Cindy Raiche	Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie
Ann St-Jacques	ASSS Mauricie/Centre-du-Québec
Waïl Azari	SHQ

Comité régional de participation citoyenne

Céline Deraspe	Forum jeunesse Mauricie
Annie Saulnier	ÉCOF-CDEC
Josianne Gagnon	Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie
Éric Martineau	Centre de formation communautaire de la Mauricie
Jacinthe Allard	Pôle d'économie sociale de la Mauricie
Jean-René Boutin	CDC de Trois-Rivières
Julie Fortier	UQTR

Annexe 3

Nouvelle image du Consortium



SYMBOLIQUE DE LA NOUVELLE IMAGE

La nouvelle image corporative du Consortium a été revue en 2014, à l'amorce de la quatrième entente administrative en développement social. S'appuyant sur la vision et la mission de l'organisation, le logo est mis à jour de façon à mieux refléter le dynamisme de l'organisation et ce, sur toutes les plateformes web utilisées.

Formes et couleurs

En regardant cette nouvelle image, on peut comprendre que le développement social ne se fait pas seul et mise plutôt, en Mauricie, sur la concertation et le travail intersectoriel. Ainsi, par la diversité des formes et des couleurs utilisées, le logo représente les nombreux partenaires impliqués en développement social, les différents territoires de la Mauricie ainsi que la diversité des enjeux abordés au plan régional et local. Plus particulièrement, les teintes de bleu rappellent les partenaires gouvernementaux signataires de l'entente soit l'Agence de la santé et des services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec ainsi qu'Emploi Québec Mauricie alors que les teintes de rouge renvoient aux logos de Centraide Mauricie/Centre-du-Québec et de la Conférence régionale des élus (CRÉ) de la Mauricie également signataires de l'entente 2014-2017.

En mouvement!

Au-delà de son travail intersectoriel, le Consortium favorise l'échange d'expertises en développement social et la mise en actions des partenaires impliqués. Ainsi, la nouvelle image représente une force centrifuge qui rassemble les décideurs et les acteurs de la région autour d'une vision commune du développement social contribuant ainsi à l'amélioration des conditions de vie individuelles et collectives.

CENTRÉ SUR L'HUMAIN

Le Consortium en développement social de la Mauricie centre, en tout temps, ses efforts aux bienfaits de l'humain et invite l'ensemble des décideurs et des acteurs de la région à faire de même. La solidarité, l'inclusion sociale et la participation citoyenne sont pour nous des leviers incontournables de développement local et régional. Parce qu'à la base de toute forme de développement, que ce soit au niveau économique, environnemental ou social, il y a d'abord l'humain.

« La sauvegarde de notre monde humain n'est nulle part ailleurs que dans le cœur humain, la pensée humaine, la responsabilité humaine. »

Vaclav Havel.

Annexe 4

Principaux abonnements et liste médias

COURRIEL

Ci-dessous, la liste complète des abonnements du Consortium (bulletins et infolettres) :

- ATD Quart Monde, Mouvement international pour l'éradication de la pauvreté (Montréal);
- Blogue Mauricie;
- Bulletin d'Écohabitation;
- Bulletin *Investir pour l'avenir*, ministère de la Santé et des Services Sociaux;
- Bulletin *L'Abré-G*, Comité régional en développement social (CRDS) Centre-du-Québec;
- Bulletin *Le Liaison*, Corporation de développement communautaire (CDC) du Centre-de-la-Mauricie;
- Bulletin *Le Résolo-Lu*, Agence de la santé et des services sociaux (ASSS) Mauricie et Centre-du-Québec;
- Bulletin *Les Résonnances de l'Institut*, produit par l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ)
- Bulletin *Soupe au Caillou*, Collectif pour un Québec sans pauvreté;
- Communagir;
- Conférence régionale des élus (CRÉ) de la Mauricie;
- Conférences Infopresse.
- Dynamo, Ressource en mobilisation des communautés;
- Institut de Leadership en gestion;
- Institut du Nouveau Monde (INM);
- La Gazette des femmes;
- Mauriciennes d'influence;
- Pôle d'économie sociale Mauricie;
- Québec en Forme;
- Québec municipal;
- Réseau québécois de développement social (RQDS);
- Réseau québécois de Villes et Villages en santé (RQVVS);
- Réseau québécois en innovation sociale (RQIS);
- Société d'aide au développement des collectivités (SADC) de la MRC de Maskinongé;
- Solidarité rurale du Québec;

FAVORIS

Ci-dessous, la liste des *Favoris* du Consortium (autres que les partenaires auxquels le Consortium est abonné) :

- Bulletin Mékinac
- Bulletin des Chenaux;
- Chaire de recherche en développement des collectivités (CRDC);
- L'Écho de Maskinongé;
- L'Écho La Tuque;
- L'Hebdo Journal;
- L'Itinéraire, Piste (Montréal);
- La Presse.ca;
- La Tribune sur les Inégalités Sociales de Santé;
- Le Devoir;
- Le Nouvelliste;
- Les Zèbres (France).
- Niska, Coopérative de solidarité au service du développement des collectivités (Sherbrooke);
- Radio-Canada.ca
- Revue Kaléidoscope;
- Société de développement social de Ville-Marie;
- Table des partenaires du développement social de Lanaudière;

FACEBOOK

Ci-dessous, une partie de la liste d'intérêt suivit par le Consortium sur Facebook (excluant les groupes mentionnés précédemment et les pages individuelles)

Provenant de la Mauricie :

- Agence Immobilière Sociale Trois-Rivières;
- Carrefours Jeunesse Emploi de Mékinac, Maskinongé et du Haut St-Maurice;
- Centraide Mauricie;
- CLD de Maskinongé, du Haut Saint-Maurice, de Shawinigan et de Mékinac;
- Comité de revitalisation commerciale de Louiseville (CRCL);
- Comité de Solidarité de Trois-Rivières;
- Conseil régional de l'environnement (CRE) Mauricie;
- Coopérative de développement régional (CDR) Centre-du-Québec/Mauricie;
- Coopérative de solidarité de Mékinac;
- Corporation de développement communautaire (CDC) des Chenaux;
- Démarche des Premiers Quartiers;

- ÉCOF-CDEC de Trois-Rivières;
- Forum Jeunesse Mauricie;
- ICI Radio-Canada;
- Innovation et Développement économique (IDÉ) Trois-Rivières;
- MDJ L'Éveil Jeunesse;
- Moisson Mauricie, Centre-du-Québec;
- Mouvement d'Action Solidaire des Chenaux;
- Personnes Aidantes Vallée Batiscan;
- Radio 110,1 Rythme FM;
- Radio CH20, 103,1FM;
- Radio Rouge FM, 94,7;
- Ressources Alternatives Maskinongé;
- Transport Collectif et Covoiturage de la MRC de Maskinongé;
- Trips du Rivage;
- TVA Nouvelles;
- Ville de Shawinigan;
- Ville de Trois-Rivières.

Provenant d'autres régions du Québec :

- Écho-quartier Hochelaga;
- Fondation Dr Julien;
- Incubateur universitaire Parole d'excluEs;
- L'itinéraire;
- Urbainculteurs;
- Vivre en Ville.

Au niveau national:

- Avenir d'enfants;
- Centre de recherche sur les innovations (CRISES);
- Chantier de l'économie sociale;
- Centre de liaison sur l'intervention et la prévention psychosociales (CLIPP);
- Collectif des entreprises d'insertion du Québec;
- Économie Sociale Québec;
- Institut de la statistique du Québec;
- Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS);
- Journées de la persévérance scolaire, communauté.

TWITTER

Ci-dessous, une partie de la liste des abonnements Twitter du Consortium (excluant les groupes mentionnés précédemment et les pages individuelles)

Provenant de la Mauricie :

- SADC Haut Saint-Maurice;
- Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie (TCMFM);
- Tablee populaire, La Tablee populaire Shawinigan inc.

Provenant d'autres régions du Québec :

- Le Journal Graffici, mensuel d'information régionale créé par et pour les Gaspésiens.

Au niveau national:

- À GO! (on change le monde), programme de l'Institut du Nouveau Monde (INM);
- Banques Alimentaires Québec;
- CSMO-ÉSAC;
- Fédération québécoise des municipalités;
- Fondation Chagnon;
- FRAPPRU, Regroupement de lutte pour le droit au logement;
- HuffPost Québec, HuffingtonPost;
- Inégalités.ca, page alimentée par l'Institut du Nouveau Monde (INM);
- Réseau des Tables régionales de groupe de femmes du Québec;
- Réunir Réussir (R2);
- Voisins solidaires;
- ZEBREA, média des solidarités créatives.

Au niveau international :

- L'Observatoire des inégalités (France);
- L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE);
- ONU Développement, Programme des Nations Unies pour le développement;
- Ressources Solidaires, Emploi et actualités de l'économie sociale et solidaire (France)

LISTE MÉDIA

Médias écrits

- Le Nouvelliste
- L'Écho de Maskinongé
- L'Écho de Shawinigan
- L'Écho de La Tuque
- L'Hebdo Journal
- Bulletin des Chenaux
- Bulletin Mékinac
- Le Parentois
- Le Stéphanois

Médias radio

- Astral Média Radio – Rouge FM 94,7 et NRJ 102,3 FM
- CFLM – Radio Haute-Mauricie
- CKOI 106,9 FM
- Rythme 100,1 FM
- Radio Canada Mauricie/Centre-du-Québec 96,5 FM
- Radio de la MRC de Maskinongé CH2O 103,1 FM
- Radio Shawinigan 91,1 FM
- Radio campus de Trois-Rivières, CFOU 89,1 FM

Médias télé

- Radio-Canada Mauricie/ Centre-du-Québec
- Télé-Québec Mauricie
- TVA Trois-Rivières
- TVCOGECO